

## **Violences policières lors de l'Acte 69 des « gilets jaunes » à Lyon : « ça a été une journée atroce »**

De multiples violences ont émaillé [l'Acte 69 des « gilets jaunes »](#) à Lyon, samedi 7 mars 2020. Le Comité de liaison contre les violences policières de Lyon recense 26 blessures commises par des membres des forces de l'ordre. Dont 7 « au cou ou la tête ». Ce Comité vient de saisir le Défenseur des droits. Rue89Lyon publie les témoignages de plusieurs blessés.

Par [Amandine Miallier](#) publié le 19/03/2020 à 16h26

Au moins 26 blessures commises avec des armes par les forces de l'ordre, 10 hospitalisations et 7 blessés au cou ou à la tête : le dernier décompte du Comité de liaison contre les violences policières de Lyon fait état d'un nombre exceptionnel de blessés. Ce comité créé début 2019 recense les violences policières et publie des bilans et appels à témoins après les manifestations. Il est composé de plusieurs collectifs et associations dont la Ligue des droits de l'Homme et le Syndicat des avocats de France.

Le Comité a saisi ce jeudi le [Défenseur des droits](#) Jacques Toubon, qui peut ouvrir une enquête et procéder à toutes les auditions nécessaires. L'enquête du comité se base sur les observations de ses membres sur places, les vidéos de la manifestation et le récit de 27 témoins. Rue89Lyon a eu accès à cette lettre signée pour le Comité par William Goldberg, le président de la fédération du Rhône de la Ligue des droits de l'Homme.

Le jour même, le 7 mars, la préfecture comptait, de son côté, 24 policiers blessés. Son porte-parole parlait de « manifestants très radicaux ». Du mobilier urbain ainsi que deux banques avaient été dégradés rue Victor Hugo et les policiers avaient été la cible de multiples projectiles.

### **« C'est pas un œuf contre un œil »**

Les premiers heurts éclatent dès le début de la manifestation, vers 14h20. Un barrage de forces de l'ordre, posté à l'angle de la place Bellecour en direction du Vieux Lyon, fait face aux « gilets jaunes ». A proximité, contre les vitrines des magasins, se trouvent deux photojournalistes, une observatrice d'Amnesty International et Frédéric Lescheria.

Ce syndicaliste de soixante ans, secrétaire SUD commerce service et membre du bureau de Solidaire Rhône est aussi conseiller aux prud'hommes. Il est présent dans toutes les manifestations, dont celle [contre la réforme des retraites](#), où il souvent tient la banderole intersyndicale.

Les manifestants lancent des projectiles – pétards et œufs – en direction des policiers qui ripostent par des grenades lacrymogènes et une première charge. Frédéric Lescheria et les photojournalistes sont alors violemment matraqués.

Sur [une vidéo postée sur YouTube](#) (voir plus bas, à 1'56 »), on voit notamment le syndicaliste habillé en sweatshirt gris à capuche, prendre un coup de pied dans le visage alors qu'il est déjà à terre.

« Il n'y a pas eu de sommation ou alors je ne l'ai pas entendue », nous déclare-t-il.

Aucune sommation n'est audible à ce moment sur la vidéo. Il ajoute avoir interpellé les policiers sur leur utilisation du LBD avant la charge :

« Je leur ai dit « C'est pas un œuf contre un œil », « Baisse ton arme »; des choses comme ça ».

Il passe aux urgences le soir-même. Les médecins observent un « hématome d'environ 15 cm sur la face externe du bras droit » et un « hématome et volumineux œdème sur la face dorsale de la main gauche ». Son médecin lui prescrit deux jours d'arrêt de travail. Il n'a pour l'instant pas porté plainte.

« J'ai peur de la police maintenant. S'il n'y a pas une sanction contre eux, même symbolique, ça veut dire qu'ils ont carte blanche pour me cogner à chaque fois ».

## **Violences policières contre des journalistes portant un brassard presse**

Présents aux côtés de Frédéric Leschiera se trouvent deux photojournalistes identifiables par leur brassard presse. Ils sont comme lui violemment matraqués au moment de la première charge. Dans un communiqué du 10 mars 2020, [le SNJ-CGT condamne ces violences policières](#) contre des journalistes identifiés comme tels.

Le SNJ-CGT précise également dans ce communiqué qu'une enquête a été ouverte :

« Une fois de plus, le SNJ-CGT dénonce et condamne les violences policières contre des journalistes dont le seul tort est de faire leur métier. Le SNJ-CGT exige que l'enquête promise par la préfecture de Lyon soit réellement menée, qu'elle ne soit pas de pure forme et qu'elle établisse clairement les responsabilités dans cette usage illégal de la force ».

## **Tir de LBD dans la mâchoire**

Cette première charge violente intervient presque au même moment que le tir de LBD qui fracture la mâchoire de Noé, 16 ans. Son père s'était [confié à Rue89Lyon](#) dès le lendemain :

« Mon fils manifeste car on laisse une planète pourrie et que socialement on détruit les gens. Et là, un policier le vise à la bouche. Très clairement, on lui dit de la fermer. Rien ne justifie une telle violence »

Ce lycéen, militant de Youth for Climate, [a témoigné auprès du journaliste Olivier Minot](#) pour Arte Radio :

« Il y a un caillou qui est jeté sur les policiers et à ce moment-là ça dégénère. Avec mon amie on se regarde, on se dit on part. Alors je me retourne et je prends un gros gros choc sur la joue. Je sens directement que j'ai du sang dans la bouche, que c'est grave ».



Capture d'écran du message Facebook de la mère de Noé qui a reçu a tir de LBD samedi 7 mars lors de l'acte 69 des « gilets jaunes » à Lyon, lui fracturant la mâchoire.

Le lycéen s'est fait opérer lundi 9 mars :

« Ils m'ont mis des plaques en titane tout le long de la mâchoire. Ces plaques-là, je vais sûrement les garder à vie ».

Ses parents ont déposé plainte dès le dimanche 8 mars. Le parquet a ouvert une enquête préliminaire et l'a confiée à l'IGPN.

## « C'était atroce comme journée »

Une heure plus tard, aux alentours de 15h15, Lorenzo est blessé à la main par un probable tir de LBD. Ce photographe « autoentrepreneur » de 19 ans nous raconte une situation bien plus violente que lors des précédentes manifestations de « gilets jaunes », avec « à peu près moitié de manifestants et moitié de [black blocs](#) » :

« Il y a eu beaucoup beaucoup de blessés. C'était atroce comme journée ».

Il est blessé alors qu'il est en train de filmer des affrontements entre les manifestants et la BAC au niveau de l'office du tourisme, place Bellecour. Il est pourtant clairement identifiable comme photographe par un brassard « TV » qu'il porte au bras.

« Vers 15h10, la BAC a chargé et fait un repli. Ils ont commencé à tirer n'importe comment au flashball ».

Il est touché à la main droite. L'impact casse son trépied et fait voler son téléphone portable :

« J'ai senti quelque chose arriver vraiment vite sur mon doigt. Quand j'ai reçu le tir ça a fait exploser mon trépied, il est foutu et ça a fait voler mon téléphone ».

Il est certain que le tir provient de la BAC, reconnaissable car « ce sont les seuls en jean et sans équipement approprié » :

« C'est la BAC qui m'a tiré dessus parce qu'il n'y avait aucune unité aux alentours ».

Lorenzo est aussitôt pris en charge par les « [street medics](#) », puis par les pompiers. Il est emmené à l'hôpital et opéré le lendemain. Deux de ses doigts sont touchés. La chair de la seconde phalange de son annulaire est arrachée. Il a déposé plainte auprès de l'IGPN le lundi 9 mars.

## Violences contre des « street medics »

Dans la lettre envoyée au Défenseur des droits, le Comité de liaison contre les violences policières rappelle que seules la BAC et une unité de la Direction départementale de la sécurité publique (DDSP) sont visés par les allégations de violence. Les CRS et gendarmes mobiles ne sont pas mis en cause.

La lettre au Défenseur des droits fait également état de violences contre des « street medics », alors qu'ils s'occupaient d'un jeune homme blessé au genou par un tir de LBD.

Toujours sur la même vidéo à 40'10 » on peut voir les « street medics » porter une personne et l'allonger sur un banc en pierre devant l'office du tourisme. La suite n'est pas visible dans la vidéo mais racontée dans la lettre par plusieurs témoins. La BAC interpelle le blessé qui ne peut pas se déplacer. Plusieurs « street medic » subissent des coups de matraques et de bouclier pendant cette opération (voir vidéo ci-dessous).

Un autre « street medic », présent dans la foule qui se dirige vers l'office de tourisme à ce moment-là, reçoit un tir de LBD dans la joue. On le voit, à 40'53 » sur la vidéo, la joue ensanglantée et soutenu par deux autres « street medics ». Il raconte au Comité de liaison contre les violences policières :

« J'ai une fracture à la mâchoire inférieur droite au niveau des gencives et un trou dans la joue. J'ai une trentaine de points de suture ».

Au total, le parquet a ouvert quatre enquêtes. Deux enquêtes – celles concernant Noé et Lorenzo – ont été confiées à l'IGPN. Les deux ont déposé plainte pour violences aggravées par personne dépositaire de l'autorité publique. Selon le parquet de Lyon, deux autres enquêtes ont été confiées à la DDSP, mais les personnes blessées entendues n'ont pas souhaité porter plainte.